

c)(i) Les membres du comité touchent à titre de traitement: \$200 par jour ou \$100 par demi-journée pour le temps consacré à des réunions ou à l'exercice d'autres fonctions autorisées par la Commission, une allocation, pour le temps réel passé à voyager, d'au moins \$50, plus \$25 l'heure ou partie d'heure en sus de deux, jusqu'à un maximum de \$400 par voyage aller-retour; les frais raisonnables de voyage et autres frais sont remboursés.

(ii) Pour 1983-1984, les membres du comité ont reçu un traitement de \$35,200 et \$35,675 en frais de déplacement.

d) Aucun autre financement direct n'est fourni; cependant, certains frais de secrétariat (fournitures, papeterie, etc.) sont supportés par le budget de la Commission de la Capitale nationale.

2. Sept fois. b) Le comité n'est pas astreint à un nombre minimum de réunions au cours d'une année. c) Le comité a étudié diverses questions conformément à son mandat. d) Le comité ne publie aucun rapport ou recommandation.

LE COMITÉ CONSULTATIF POUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Question n° 788—M. Mazankowski:

1. Existe-t-il un Comité consultatif sur les institutions financières et, dans l'affirmative, a) quel en est le mandat, b) quels sont (i) le nom (ii) les antécédents ou l'expérience (iii) la durée du mandat de chaque membre, c) quelle rémunération les membres (i) touchent-ils (ii) ont-ils touchée à ce jour, en traitement ou frais de déplacement, par exemple, d) quel autre financement, s'il en est, le gouvernement fournit-il?

2. Au cours de l'année financière 1982-1983, le Comité s'est-il réuni et, dans l'affirmative, a) combien de fois, b) combien de fois est-il tenu de le faire, c) quelles questions a-t-il étudiées, d) quels rapports ou recommandations a-t-il publiés?

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): 1. a) Oui. Il existe un Comité consultatif sur les institutions financières. Lors de la mise sur pied de ce comité en janvier 1984, le ministre d'État (Finances) a déclaré qu'il demanderait aux membres qui le composent de le conseiller au sujet des modifications qu'il conviendrait d'apporter à la réglementation pour s'assurer de bénéficier au maximum des avantages découlant des nouvelles tendances de l'industrie des services financiers tout en protégeant les intérêts du public.

b)(i) Les membres du comité sont: M^{me} Marie-Josée Drouin, M^{me} Betty Kennedy, M^{me} Donald Bean, Michel Bélanger, Raymond Blais, Norman Bromberger, Larry Clarke, Edward Crawford, William A. Dimma, Frank B. Lamont, Earl H. Orser, Dan Pekarsky, Grant L. Reuber, Jean Robitaille et William H. Somerville et Robert H. Jones.

(ii) La plupart des membres du comité sont des cadres supérieurs d'institutions financières (voir ci-dessous.)

(iii) Nous espérons que les membres pourront remplir leurs fonctions jusqu'au moment de la dissolution du comité.

c)(i) Les membres du comité ne reçoivent aucune rémunération au titre de leur participation au comité consultatif, mais les frais de déplacement qu'ils engagent leur sont remboursés s'ils en font la demande.

(ii) A ce jour, la somme de \$1,671.36 a été utilisée à cette fin.

Questions au Feuilleton

d) Le gouvernement a également assumé les frais de location des salles de réunion utilisées par le comité ainsi que le coût des services de restauration. Jusqu'à présent, ces dépenses se sont élevées à \$3,740.12.

2. Non.

Membres du comité

M. Donald Bean
Président-directeur
général
Wood Gundy Limited

Monsieur Raymond Blais
Président
La Confédération des caisses
populaires et d'économie
Desjardins du Québec

M. Larry Clarke
Président du Conseil
Directeur général
Spar Aerospace Limited

M. William A. Dimma
Président-directeur
général
A. E. LePage

M. Robert H. Jones
Président-directeur
général
The Investors Group

Monsieur Michel Bélanger
Président du conseil
Président et chef de la direction
Banque nationale du Canada

M. Norman Bromberger
Directeur-gérant
général
Saskatchewan Central Credit Union

M. Edward Crawford
Président
The Canada Life Assurance Company

Madame Marie-Josée Drouin
Directeur général
Institut Hudson

M^{me} Betty Kennedy, O.C.
Direction des affaires publiques
CFRB Radio

M. Frank Lamont
Président-directeur
général
Richardson Greenshields of
Canada Limited

M. Dan Pekarsky
Président
First City Financial Corporation

M. William H. Somerville
Président-directeur
général
Victoria and Grey Trust

M. Earl H. Orser
Président-directeur
général
London Life

M. Grant L. Reuber
Président
Bank of Montreal

M. Jean Robitaille
Président
Royal Insurance Company
of Canada

PERSONNEL EXEMPT EMPLOYÉ AU BUREAU DU PRÉSIDENT DU CONSEIL PRIVÉ

Question n° 863—M. Hnatyshyn:

1. Le bureau du président du Conseil privé a-t-il des employés exempts et, dans l'affirmative, quels sont leurs a) titre, b) poste, c) nom, d) date d'entrée en fonctions à ce titre?

2. Des employés mentionnés en 1 touchent-ils un revenu, de l'aide financière ou d'autres avantages liés à leur emploi de sources autres que le budget du ministère et, dans l'affirmative, a) lesquels, b) quels sont les détails du revenu, de l'aide financière ou des autres avantages en cause?

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): 1. a) à d) Le bureau du président du Conseil privé emploie du personnel exempt comme suit:

Nom et titre	Date d'entrée
Young, R.—Chef de cabinet	01.05.80
Mathieu, J.—Adjoint aux communications	24.10.83
Deslauriers, L.—Secrétaire particulière adjointe	13.09.82
Giovannelli, M.—Adjoint à la recherche	17.11.82
Thérien, J.-Y.—Chauffeur	06.03.80
Yip, M.—Premier adjoint spécial à la circonscription	06.12.82
Burgoyne, L.—Secrétaire	04.08.81
Melançon, L.—Adjoint spécial à la circonscription	01.11.82